

Marseille le 20 Septembre 2016

Vous convoquez un nouveau Comité Technique Local dans un contexte toujours plus dégradé et toujours plus tendu.

Dégradé au plan européen et national par l'acharnement de nos dirigeants à aller vers toujours plus de déréglementation et toujours moins d'État. Tous se font en effet chantres du néo-libéralisme et reprennent à leur compte le couplet de Ronald Reagan « *L'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème.* ». La loi El Khomri dont nous continuons à réclamer l'abrogation est le parfait exemple de ce consensus européo-national à vouloir déréguler encore et toujours. Junker, Moscovici, Valls, tous sont d'accord pour détruire l'héritage du Conseil National de la Résistance et régler nos problèmes en démantelant l'État dans toutes ses dimensions sociales et solidaires. Il ne veulent en garder que l'appareil répressif dont ils se servent sans vergogne afin de museler toute expression hostile, contradictoire ou dissonante. La mutilation d'un militant Solidaires lors de la dernière manifestation à Paris le 15 septembre n'est qu'un triste exemple parmi d'autres !

Ainsi, la répression syndicale, et à travers elle la répression de l'ensemble du monde du travail, devient-elle de plus en plus courante dans un pays où un Ministre du Budget qui pratique la fraude fiscale est moins vite et sévèrement inquiété qu'un salarié qui arrache une chemise.

Dégradé dans la Fonction Publique, quand après une énième réforme et refonte de grilles les conditions d'exercice des agents publics sont toujours plus attaquées et difficiles. Nous avons combattu la mise en place du P.P.C.R., nous continuerons à combattre toute disposition qui voudra favoriser la contractualisation et la mobilité forcée dans la Fonction Publique. Nous réaffirmons ici que les services publics ne doivent pas obéir à une logique comptable ou marchande, que leurs critères de performance ne peuvent être calqués sur ce qui a cours dans le secteur privé. Les services publics sont le meilleur ciment d'une société dont l'édifice se lézarde de toute part. Contribuer à les déstabiliser, c'est attaquer notre société dans son ensemble et œuvrer à sa désagrégation.

Dégradé enfin, à la DGFIP et ici nous touchons à votre responsabilité. Les serviteurs de l'État que nous sommes, et que vous êtes donc, peuvent-ils faire leur l'antienne reaganienne rappelée plus haut ? Nous pensons que non. Il est impossible à nos yeux d'être fonctionnaire et de travailler à la destruction des services publics. C'est pourtant ce que vous faites par le biais de l'A.S.R. en éloignant toujours plus l'usager de l'administration (fermetures de postes, fusions de services, organisation en pôles...), en diminuant les moyens du contrôle fiscal. Ce contrôle fiscal, érigé pourtant en vitrine de l'administration, paye un lourd tribut : les différents maillons de la chaîne (services de gestion, P.C.R.P., P.C.E., B.D.V....) sont impactés tandis qu'on nous ressasse sempiternellement la fierté ridicule de la

Direction d'accueillir le P.R.D., un service constitué en dépouillant d'autres services du département et qui, au final, se contente de recouvrement amiable.

Encore un arbre rabougri qui cache la forêt... L'accueil des usagers est également en grand danger dans notre département, menacé par la candidature à l'adhésion à un Centre de Contact ou la fusion des services de l'enregistrement. Décidément, il ne fait pas bon être considéré comme « prioritaire » par la Direction régionale.

Comment considérer également, au niveau local, la réorganisation des secteurs d'assiette des S.I.P. de Salon et d'Aix Nord, celle des S.I.E. par pôles spécialisés, ou l'évolution des modalités de contrôle de la Contribution à l'Audiovisuel Public ? Il ne s'agit que d'un nouveau maquillage des suppressions d'emplois. Qui veut croire que ces nouvelles évolutions, que le calendrier prévisionnel des opérations prochaine de l'A.S.R., vont profiter à la qualité de service rendu à l'utilisateur et à la qualité de vie au travail des agents ?

En grande souffrance, indéniablement le secteur public local l'est aussi. Ses agents, ses comptables se sentent et sont oubliés par la grande maison DGFIP. Le quotidien des agents des trésoreries est devenu invivable et renforce les inquiétudes sur le devenir du réseau et de la mission. La concentration du recouvrement sur les SIP, et surtout les suppressions d'emplois fragilisent les trésoreries de proximité. Alors que l'administration ne cesse de promouvoir sa « nouvelle offre de service » et sa dématérialisation, vitrine occultant le travail au quotidien (visas, paiement des mandats, encaissement des recettes, tenue de la comptabilité), la mission d'expertise et de conseil relookée subit en fait une sévère cure d'amaigrissement.

Concernant enfin le DUERP, nous ne pouvons que protester devant cet artifice car présenter un « prétendu » plan de prévention annuel des risques en septembre 2016 pour une validation en CHS est inacceptable. Cette démarche tardive réduit d'autant la portée du PAP. Nous rappelons la nécessité du respect d'un calendrier cohérent pour une efficacité optimale et pour se conformer aux exigences légales.

Solidaires Finances Publiques clôturera son propos en évoquant le projet de prélèvement à la source qui synthétise à lui seul l'ensemble de nos dires. Nous voici donc face à une opération de communication gouvernementale qui se revendique du fameux « choc de simplification ». Balivernes, aucune simplification ne sera le fruit de cette décision à vues électorales. Ce qui est en jeu, c'est le transit par des caisses privées de la majeure partie des sommes qui devront être recouvrées au titre de l'impôt sur le revenu. Il n'en résultera pour le citoyen aucune simplification, puisqu'il devra toujours faire sa déclaration. Il n'en résultera pour les collecteurs (employeurs) aucune simplification non plus, puisque ce sont des calculs supplémentaires que leur comptabilité devra effectuer. La DGFIP sait bien qu'on ne peut en attendre que de la déperdition (fraude, mauvaise gestion, procédures collectives...) et aucune amélioration.

Tout cela nous le savons, et vous le savez, mais malgré tout aucune protestation objective qui ne s'élève dans vos rangs ou ceux de la Direction Générale. L'omerta est-elle devenue la règle parmi les hauts fonctionnaires ?

Dites nous donc si finalement, pour vous aussi « *L'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème.* » ?